

été mal administrées et la conception erronée que s'est faite le gouvernement, du haut de sa tour d'ivoire, des besoins de notre pays, a nuit et nuit encore aux régions urbaines, notamment au Toronto métropolitain.

Les affaires de notre pays sont dans un fouillis presque incroyable, étant donné la richesse de nos ressources, notre savoir-faire industriel et nos relations. Du moins jusqu'à vendredi dernier, notre pays ne faisait pas la guerre, si ce n'est contre la pauvreté, en ce qui concerne les contacts avec le public. Notre gouvernement ne prenait pas des mesures policières dans le monde; cependant, nos taux d'intérêt et nos poussées inflationnistes ont dépassé ce qu'on trouve aux États-Unis, ou encore dans les pays occidentaux, exception faite de quelques républiques peu évoluées. Notre taux de chômage atteint 6.9 p. 100.

Aux dernières élections, le premier ministre (M. Trudeau) a demandé une majorité suffisante. A son rythme actuel, il aurait dû réclamer l'inverse et demander une majorité laborieuse.

Des voix: Bravo!

M. Ryan: Selon le siège central à Paris de l'Organisation de coopération et de développement économiques, qui étudie ces choses, le taux de croissance économique du Canada, selon l'augmentation annuelle de sa productivité, a baissé et dépasse à peine 2 p. 100, ce qui est le taux le plus bas de tous les pays occidentaux. Il tomberait à zéro dès la fin de cette année. Cette organisation exprime sa surprise devant ce piètre résultat compte tenu de nos possibilités. A l'heure actuelle, notre pays n'a que faire d'un rêveur au poste de commande, il a besoin d'un redempteur économique et un stabilisateur social.

Depuis le jour où je me suis joints à la jeunesse libérale alors que j'avais seize ans, jusqu'au moment où je suis devenu député libéral au Parlement, j'étais un partisan irréductible de quelques dogmes politiques libéraux. D'abord, que le parti conservateur était celui de la grande entreprise, ensuite, que le parti libéral était favorable à l'immigration et que le parti conservateur était celui qui en réglait le flot à tort et à travers, et enfin, que dans notre pays, les régimes conservateurs provoquaient des temps difficiles.

Des voix: Bravo!

Une voix: Mais, vous avez changé d'avis.

M. Ryan: En effet. Une fois député, j'ai d'abord découvert que le parti libéral était le parti de la grande entreprise, puis que le parti libéral était prêt à réduire à dessein l'immigration de moitié, et que quelques-uns souhaitaient l'éliminer complètement, et enfin, que le règne Trudeau nous amenait des temps difficiles.

En ce qui concerne l'inflation, le gouvernement est, à mon avis, le grand responsable de sa propre infortune. Depuis son arrivée au pouvoir en 1963, il a doublé la masse monétaire. N'étant pas soumis à l'étalon or, il a exercé sa prérogative d'imprimer de l'argent, et il en a trop imprimé. Comme le savent la plupart d'entre vous la masse monétaire comprend les billets et les pièces de monnaie en circulation.

● (12.20 p.m.)

Sur les entrefaites, lors de la dernière révision décennale de la loi sur les banques, le gouvernement a décidé à

ma grande surprise de supprimer complètement le plafond sur les taux d'intérêt bancaires. J'aurais pu comprendre que l'on accorde des hausses, sous contrôle gouvernemental, pourvu que le pouvoir de baisser le plafond demeure, mais pas celui de le supprimer entièrement. Malgré une certaine opposition au sein du parti libéral le ministre des Finances d'alors, l'actuel secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Sharp) a insisté pour qu'il soit complètement éliminé. Voilà qui donnait donc à réfléchir sur la générosité des contributions à la caisse du parti. Tout ce qu'il fallait alors et qu'il faut maintenant, c'est un plafond assez élevé pour permettre aux banques de concurrencer les compagnies fiduciaires et les institutions parabancaires en matière de dépôt des épargnes. Ces concurrents devraient aussi, au besoin, faire l'objet d'un contrôle. Il devrait donc y avoir un plafond qui varierait selon la décision du cabinet, conformément aux conseils du ministre des Finances (M. Benson). Le discours du trône aurait dû annoncer un nouveau plafond de 6½ p. 100.

Des voix: Bravo!

M. Ryan: Il n'en a pas été ainsi—et du fait de cette décision naïve et désastreuse, les cinq grandes banques canadiennes ont réalisé trois années de suite des bénéfices sans précédent aux dépens de presque tous les autres secteurs de l'économie nationale. Il y a eu d'autres répercussions par ailleurs. Avec l'accroissement des dépôts créés en grande partie par les presses à imprimer, du fait que le gouvernement a cherché à esquiver le paiements des intérêts sur les obligations, les banques ont eu beau jeu. En relevant leur taux d'intérêt au maximum permis, ces institutions solides mais privilégiées ont poussé les taux d'intérêt sur les prêts hypothécaires et le crédit au consommateur à des niveaux presque incroyables. Qu'en est-il résulté? Une poussée inflationniste des coûts, de grandes entreprises, l'inflation, la résistance de l'acheteur, un ralentissement de la construction, la pénurie de logements, les revendications salariales, des prix trop élevés, la chute de la production, des faillites—elles sont nombreuses en ce moment à Toronto—des demandes de limitation de l'immigration, du chômage, l'émigration, et pour finir, une perte de revenus pour le gouvernement.

Le besoin de libérer le dollar a obligé le gouvernement à rompre l'entente par laquelle le Canada s'était engagé auprès du Fonds monétaire international à maintenir son dollar à un taux fixe. Le dollar canadien a soudainement acquis de la vitalité non pas seulement à cause d'une recrudescence temporaire surtout de nos exportations de matières premières après un long ralentissement causé par les grèves, ni parce que l'accord sur l'automobile signé avec les États-Unis a créé un surplus de devises étrangères, ni parce que nos importations ont ralenti à cause d'une baisse de productivité. La vérité, c'est que notre dollar s'est raffermi provisoirement, surtout parce que la conjugaison d'une prime de 8c sur chaque dollar et de taux d'intérêt fantastiques au Canada a causé une affluence de placements en dollars américains au Canada, tant dans les biens que dans les capitaux de participation. Un tel état de choses, en plus d'être pour le gouvernement une source de problèmes de devises, frapperait Walter Gordon et le *Toronto Star* d'apoplexie si on devait permettre qu'il se perpétue. En effet, parce qu'il n'a pas pris à temps les mesures énergiques qu'il fallait pour contenir les taux d'intérêt, les prix et les salaires,